

L'armée française, ayant séjourné quelques jours à Quaethove, vint, le 22 juin, se montrer à la vue du fort de Mardyck; mais, à l'approche des troupes du duc d'Amalfi, elle se retira dans ses quartiers. Le jour suivant le duc d'Orléans, accompagné du duc de Guise et des maréchaux Rantsau et Gassion, et suivi de toute l'armée, vint camper près du même fort et l'investir, en faisant établir une ligne de circonvallation pour empêcher que la place ne fût secourue.

Le duc d'Amalfi, après avoir reconnu les postes occupés par les Français, chargea le Sr de Licques, que lui avait envoyé le marquis de Castel Rodrigo, de retourner vers le gouverneur général et de lui dire que, si le duc de Lorraine joignait ses troupes aux siennes, il croyait pouvoir avec avantage attaquer les ennemis du côté de Dunkerque. Le marquis de Castel Rodrigo, qui était à Bruges, alla trouver le duc de Lorraine au village d'Aeltre, entre Gand et Bruges. Après qu'ils eurent conféré sur la demande du duc d'Amalfi, ils jugèrent peu prudent d'exposer l'armée du Roi aux hasards d'une bataille en vue de secourir le fort de Mardyck, place assez importante dans l'opinion du monde, mais de soi-même assez peu forte; ils considérèrent d'ailleurs le danger qu'aurait couru le pays de Waes, si toutes les troupes de Lorraine s'étaient éloignées jusqu'à la distance de Dunkerque.

Mardyck, malgré toutes les peines que se donna le duc d'Amalfi pour y introduire des renforts d'hommes et de provisions, se rendit aux Français le 10 juillet; la garnison obtint de sortir seulement avec l'épée; elle fut conduite à Gravelines. Elle se composait de 700 hommes. Le duc d'Amalfi ni le marquis de Castel Rodrigo ne furent satisfaits de la manière dont elle s'était défendue. Il est à noter que l'amiral de Hollande, Martin Herpertsen, était venu avec une flotte de vingt navires de guerre bloquer Mardyck et empêcher que des secours n'y fussent introduits par mer.

La sollicitude du duc d'Amalfi se porta alors sur la conservation de Dunkerque, et il prit à cet effet toutes les dispositions que son expérience et sa science militaire lui suggéraient. Les Français restèrent pendant quelques jours dans leur camp de Mardyck; le duc allait continuellement les reconnaître, accompagné des princes de Ligne, de Chimay, de Barbençon, du comte de Bucquoy; il s'exposait, dans ces occasions, jusqu'au point d'être à une portée de fusil des ennemis.

Le duc d'Orléans, ayant renoncé à assiéger Dunkerque, qui était le but

principal de tous ses mouvements, résolut une entreprise plus facile, le siège du fort de Linck. Les Français s'en approchèrent alors que l'on s'y attendait le moins; ils firent prisonniers trois capitaines qui étaient au dehors occupés à examiner une digue. Linck se rendit après six jours d'une brillante défense, dans laquelle les Français firent de grandes pertes: le maréchal Gassion fut blessé d'un coup de mousquet au bras, au moment où il tenait à la main la corde d'une barque pour exciter les soldats que la vue du grand nombre des leurs tués et blessés intimidait. Le duc d'Orléans, qui aurait dû rendre hommage à la valeur de la garnison, ne voulut la recevoir qu'à discrétion. Le duc d'Amalfi s'empressa de lui écrire, pour lui proposer de l'échanger contre les prisonniers français qui étaient en son pouvoir.

Les Français, ayant pris Linck, allèrent assiéger Bourbourg. Cette place avait pour gouverneur le sergent-major Priteanus, du régiment du comte de Grobbendoncq, avec 1,400 hommes, et était bien approvisionnée. Elle se rendit néanmoins après sept jours d'attaque, et sans que l'ennemi eût donné l'assaut aux ouvrages intérieurs. Le duc d'Amalfi fut très-mécontent de la conduite du gouverneur; le comte de Bucquoy en conçut un tel chagrin qu'il en devint malade.

Pendant le siège de Bourbourg, le duc d'Almalfi était allé de sa personne à Gand, pour représenter au marquis de Castel Rodrigo la nécessité de renforcer son armée. Par suite des conférences qu'il eut avec ce seigneur et avec le duc de Lorraine, il fut résolu que 4,000 hommes, moitié cavalerie et moitié infanterie, seraient détachés de l'armée du baron de Beck afin d'augmenter la sienne.

Tandis que ces choses se passaient sur les frontières de France, le prince d'Orange avait appelé à lui Brederode, et il avait occupé Maldegem. Il écrivit de là au duc de Lorraine, pour se plaindre de ce que celui-ci joignait ses troupes à celles du Roi, après avoir, l'hiver précédent, assuré les états généraux qu'il voulait garder la neutralité. Le duc lui répondit qu'il pouvait être certain que, s'il ne venait attaquer ses troupes dans les postes qu'elles occupaient, il ne passerait point la rivière pour aller attaquer les siennes.

Le 6 août le prince d'Orange partit de Maldegem: de son armée il forma différents corps; il marcha de sa personne avec la plus grande partie de son infanterie et de sa cavalerie vers Isendyck; Brederode, avec 7,000 fantassins, entra à Ardembourg; 3,000 autres entrèrent en l'île de Cadzand,

et 2,000 à l'Écluse. Quelques jours après le prince d'Orange retourna avec toute son armée à Maldegem, et de là il alla établir son quartier général à Oost-Eecloo. Son but, en poussant jusqu'à l'Écluse, avait été d'engager le baron de Beck à se retirer des positions de Hulst et du pays de Waes, contre lesquels étaient ses véritables desseins : il vit qu'il n'y avait pas réussi ; ce fut la cause qui le fit retourner à Maldegem.

L'armée française s'était renforcée de 8,000 hommes, infanterie et cavalerie, qui avaient fait le siège de la Motte, et d'autres régiments de nouvelles levées ; elle était double, en nombre, de celle du duc d'Amalfi, même après que celle-ci s'était augmentée des 4,000 hommes envoyés par le baron de Beck et qui consistaient en quatre régiments d'infanterie, savoir : des Italiens du chevalier Visconti, des Wallons du comte de Bruay, des Allemands du comte Charles de Croy et du colonel Valtensen (?), et en trois régiments de cavalerie aux ordres du sergent-major de bataille don Hyacinthe de Vera.

Les Français se mirent en mouvement le 21 août et repassèrent la Colme ; ils marchèrent sur Cassel, qui avait pour garnison 400 soldats impériaux, et pour commandant le lieutenant-colonel Salanson, mais était du reste dépourvue de fortifications. Les bourgeois rendirent la ville, obligeant les soldats à se retirer dans le château, qui capitula aussi à la première sommation.

Les mouvements de l'ennemi semblaient annoncer l'intention de faire le siège d'Ypres. Le duc d'Amalfi pria le prince de Ligne de se rendre en cette ville avec les troupes qu'il lui donnerait : ce seigneur partit du camp avec 600 hommes d'infanterie, tirés de régiments de diverses nations, 400 chevaux du régiment du comte de Bucquoy et quelques compagnies de ses hommes d'armes ; le même jour il arriva à Ypres.

La présence du prince excita le courage du magistrat, des nobles et des bourgeois. Toutes les mesures de défense furent immédiatement prises. Les troupes furent placées hors de la ville. Chaque compagnie bourgeoise eut son poste assigné sur les remparts et aux portes. L'enthousiasme des habitants était tel que, des partis français s'étant montrés aux approches de la ville, tous coururent aussitôt aux armes, et l'on vit même les pères récollets de Saint-François se rendre, armés de mousquets et de piques, au poste qui leur avait été désigné. L'ennemi, informé de ces dispositions, se retira.

Le duc d'Orléans alla passer la Lys à Merville et à Estaires. Ce passage était gardé par 6,000 paysans du pays de la Leu et quelques compagnies d'élus de la ville de Lille; le gouverneur du pays de la Leu, qui les commandait, avait assuré au duc d'Amalfi qu'on le défendrait pendant cinq à six jours; mais, le second jour, ses gens s'enfuirent. Le duc d'Orléans, maître du passage, investit Béthune. Le gouverneur de cette ville, Philippe de Bonnières, n'avait avec lui que sa compagnie et celle du baron de Termini. Il se défendit vaillamment : mais les bourgeois, qui avaient d'abord consenti à prendre les armes et à se joindre à lui, le contraignirent de capituler; malgré les représentations qu'il leur fit, lui disant que leurs vies et leurs fortunes leur étaient plus chères que le service du Roi et des marquis de Castel Rodrigo et duc d'Amalfi. La tranchée avait été ouverte devant Béthune, le 28 août, par les maréchaux Gassion et Rantsau; cette ville se rendit aux Français peu de jours après.

Les maréchaux Gassion et Rantsau allèrent ensuite attaquer Saint-Venant et Lillers. Il y avait dans Saint-Venant 600 hommes, et le duc d'Amalfi y avait envoyé le lieutenant-colonel don Antonio Faxardo, pour assister le gouverneur, don Alonso de Ibarra : après deux jours de siège, cette place capitula. La garnison obtint de sortir avec armes et bagages. Lillers, qui n'était pas fortifié comme Saint-Venant, capitula après trois jours de siège, mais seulement à la suite d'un assaut de cinq heures, soutenu par la garnison avec une grande valeur, et après que les assiégeants eurent perdu devant la place plus de mille hommes, entre lesquels était le comte de Chaumont, commandant de la cavalerie du maréchal de Rantsau.

En ce temps le duc d'Orléans, mandé par la reine mère, retourna à Paris, laissant l'armée française aux ordres des maréchaux Rantsau et Gassion. Ces généraux, voulant se signaler pendant son absence, allèrent d'abord attaquer Armentières, qui se rendit après quelques coups de canon. Leurs troupes coururent ensuite jusqu'à Commines; mais là elles trouvèrent celles du Roi, qui les défirent et leur tuèrent et blessèrent beaucoup de monde.

Les Français avaient des intelligences dans Lille; ils espéraient que les bourgeois fermeraient les portes de la ville aux forces que le duc d'Amalfi enverrait pour les secourir : mais ils furent déçus dans cette attente. Les Lillois se laissèrent persuader, par le marquis de Caracena, par le comte du Rœulx, leur gouverneur, et par le marquis de Lede, non-seulement de

recevoir les troupes qui leur étaient envoyées, mais de combattre eux-mêmes pour la défense de leur ville.

Les Français s'approchèrent, divisés en deux corps : l'un attaqua le faubourg de la Barre, qui était occupé par le régiment espagnol de D. Gaspar Bonifacio et la cavalerie commandée par le marquis de Caracena; l'autre attaqua le faubourg de Saint-Pierre, où était le mestre de camp Giovanni de Liponti avec un régiment d'Italiens. Les Français étaient de beaucoup supérieurs en nombre : la cavalerie du Roi fut forcée de rentrer dans la place, et l'infanterie de se retirer dans les fortifications. Le mestre de camp don Gaspar Bonifacio, qui combattait avec beaucoup de valeur à l'arrière-garde pour empêcher que l'ennemi n'entrât avec les siens dans la ville, fut blessé et fait prisonnier. Les pertes des Français furent grandes au faubourg de Saint-Pierre.

Les Français, maîtres des dehors de la place, s'approchèrent des murailles. Les bourgeois y accoururent, et, mêlés avec les soldats, ils firent une si vive résistance qu'ils contraignirent les Français à abandonner leur dessein. Ceux-ci se retirèrent à une portée de canon de la ville, comme s'ils voulaient en faire le siège. Les bourgeois et les soldats se hâtèrent de réparer les fortifications qui avaient été endommagées par l'artillerie ennemie; ils montraient le plus grand enthousiasme pour la cause du Roi; ils s'indignaient de la lâcheté et de la perfidie de ceux de Béthune et d'Armentières, qui s'étaient rendus aux Français; ils déclaraient être résolus à perdre plutôt tout ce qu'ils avaient que d'être sous la dure domination des Français¹. Les riches et les notables qui n'allaient pas travailler aux fortifications se laissaient cotiser proportionnellement à leurs moyens, pour payer les travailleurs. Le duc d'Amalfi leur envoya des munitions de guerre par la route de Menin, et il fit aussi entrer dans la place le régiment espagnol de don Estebán de Gamarra.

Le duc d'Amalfi était aux environs d'Ypres, d'où il observait les mouvements de l'armée française, étant continuellement en haleine pour prévenir leurs entreprises ultérieures, passant des jours entiers à cheval sans boire ni manger, dormant à peine une ou deux heures par nuit assis sur

¹ « Resueltos mas presto perder todo lo que tenian que de estar debajo el duro dominio de los Franceses... »

une chaise. Enfin les Français quittèrent les postes qu'ils occupaient à l'entour de Lille : ils jetèrent des ponts à Warneton et en deux ou trois autres endroits sur la Lys qu'ils passèrent, et ils tentèrent de surprendre le duc, lequel, ayant été averti de leur mouvement, se retira de l'autre côté d'Ypres. Ils se déterminèrent alors à attaquer Menin.

Le duc avait fait entrer dans cette ville 400 hommes d'infanterie. Tandis que ceux-ci se battaient avec l'ennemi d'un côté, les bourgeois, craignant la destruction de leur ville, laissèrent entrer les Français par une autre porte. Les soldats, qui n'en savaient rien, furent tous faits prisonniers ; on les enferma dans la halle.

Les maréchaux Gassion et Rantsau marchèrent vers Courtrai : mais les troupes que le duc d'Amalfi et le duc de Lorraine envoyèrent au secours de cette ville y arrivèrent si à propos, qu'ils renoncèrent à l'attaquer. Ils formèrent alors un autre plan, et, après avoir expédié plusieurs courriers au prince d'Orange, ils résolurent de pénétrer plus avant dans la Flandre, afin de donner la main à l'armée hollandaise. Ce mouvement menaçait surtout les troupes du duc de Lorraine. Le duc d'Amalfi, aussitôt qu'il en eut connaissance, se mit en marche avec son corps d'armée, pour venir à leur secours. Le duc de Lorraine lui envoya l'adjutant général Lagrange, pour l'informer qu'il se retirait et lui donner rendez-vous dans la bruyère de Buls¹, près de Bruges : malheureusement cet officier fut pris à Thielt par les Français avant d'avoir rempli son message. Les troupes de Lorraine, suivies de près par l'armée française, eurent, dans la bruyère de Buls, une escarmouche avec l'avant-garde de celle-ci, qu'elles obligèrent de battre en retraite : néanmoins, à cause de la grande infériorité de ses forces, le duc crut devoir les mettre sous la protection du canon de Bruges. Le duc d'Amalfi, averti à temps de la retraite des Lorrains, se retira lui-même vers Dixmude.

Le prince d'Orange, instruit des progrès de l'armée française, résolut, pour faire une diversion dont elle pût profiter, d'entrer dans le pays de Waes, et, quoique la saison fût déjà bien avancée, de faire le siège d'Anvers ou de Hulst. Il quitta, le 30 septembre, sa position d'Oost-Eccloo, et se mit en marche, par le pays de contribution, vers les villages de Lovendegem

¹ Appelée *Bulscamp-veld* dans la langue du pays.

et de Somergem. Il s'empara à l'improviste du pont de Lovendegem, et ayant fait jeter d'autres ponts à Mariakerke et dans les environs, il y passa la rivière avec son armée, coupant ainsi les troupes du duc de Lorraine et du baron de Beck. Il fit distribuer à ses soldats des vivres pour sept jours; ne prenant avec lui que quelques provisions de bouche, il envoya tout son bagage au Sas, et marcha en toute diligence vers la Lys, qu'il passa à Deynze. Par là, le 2 octobre, les armées française et hollandaise se trouvèrent réunies près de l'Escaut.

Cette réunion était de nature à inspirer les craintes les plus sérieuses aux généraux du Roi. On publiait que l'intention des ennemis était d'attaquer Bruxelles; de grandes précautions furent prises pour la défense de cette ville. Le marquis de Castel Rodrigo, qui était toujours à Gand, y envoya le comte d'Isembourg; les bourgeois se montrèrent déterminés à se défendre; le magistrat et les nations, auxquels il fut demandé 60,000 florins pour les fortifications, en offrirent 100,000; le marquis de Caracena y accourut avec quelques troupes; le comte de Bucquoy rassembla la noblesse de Hainaut et les hommes les plus exercés aux armes de cette province, et se mit en mesure de marcher au secours de la capitale des Pays-Bas avec 10,000 hommes, si elle était attaquée.

Les deux armées ennemies passèrent l'Escaut à Gavre; de là les Français convoyèrent les Hollandais jusqu'à Melle et Wetteren, par où ceux-ci entrèrent dans le pays de Waes, malgré la résistance que voulut leur opposer le baron de Beck, lequel fut blessé dans l'action qu'il avait engagée avec eux.

Plusieurs conseils furent tenus à Gand, entre le marquis de Castel Rodrigo, le duc de Lorraine, le duc d'Amalfi, le baron de Beck et quelques autres des chefs de l'armée, sur le parti qu'il y avait à prendre. Les desseins des Hollandais étaient évidemment dirigés contre Anvers ou Hulst; les Français, de leur côté, ne pouvaient avoir en vue que de se rendre maîtres de Courtrai, d'Audenarde ou de Lille. Les troupes du Roi étant insuffisantes pour résister aux deux armées, on délibéra sur le point de savoir s'il ne convenait pas d'attaquer séparément les Hollandais. Ce parti fut fort appuyé; mais on ne l'adopta pas, par le motif que les Hollandais étaient supérieurs en forces à celles qu'on pourrait réunir à Gand, et que, s'ils avaient l'avantage, tout le pays serait exposé aux plus grands dangers. On

résolument, en conséquence, que le baron de Beck marcherait pour couvrir Anvers et Bruxelles. Ce général partit immédiatement (5 octobre), se dirigeant vers les digues d'Anvers : afin que les Hollandais ne l'inquiétassent point, le duc de Lorraine en personne le convoya avec toutes ses troupes.

Le véritable dessein des Hollandais fut connu alors : c'était le siège de Hulst qui en était l'objet. Le marquis de Castel Rodrigo avait donné ordre aux comtes de la Motterie et de Mouscron et au colonel Gerardini, qui étaient à Moerbeke et à Moerspui, d'entrer dans cette ville, les deux premiers avec leurs régiments wallons, le troisième avec ses Allemands; ils y arrivèrent le 5 octobre. Le lendemain le prince d'Orange, avec toute son armée, infanterie et cavalerie, se montra à la Chapelle, située à une portée de canon de la ville. Il fit de suite occuper les approches de la place et attaquer les forts de Sainte-Anne, Nassau et Moervaart, dont il se rendit maître le même soir. Le jour suivant (7 octobre) il fit former la ligne de circonvallation, et en même temps ouvrir la tranchée devant la place. Il n'ordonna que deux points d'attaque : il se réserva l'un et confia l'autre au seigneur de Brederode.

Hulst avait pour gouverneur le mestre de camp Hennin; le baron de Beck lui écrivit qu'il ne devait jamais parler de se rendre. Cet officier, ainsi que les comtes de la Motterie et de Mouscron et le baron Gerardini, firent leur devoir. La garnison fit plusieurs sorties; elle se comporta vaillamment. Mais les forces des assiégeants étaient grandes. Le prince d'Orange, voulant s'emparer de la ville avant l'hiver, faisait les plus grands efforts, n'épargnant en aucune circonstance la vie de ses soldats. Le mestre de camp Hennin et le baron Gerardini furent blessés à la tête de leurs soldats; le comte de Mouscron eut le même sort. Le prince d'Orange courut grand risque un jour; une bombe envoyée par les assiégés vint tomber à ses pieds. Plusieurs fois repoussés dans l'assaut qu'ils livrèrent aux remparts, les Hollandais revinrent à la charge avec de nouvelles forces; enfin ils parvinrent à se loger au haut de la muraille. Le gouverneur crut devoir alors réunir les comtes de la Motterie et de Mouscron et le baron Gerardini, pour examiner s'il n'y avait pas lieu de parlementer. L'ennemi se préparait à donner un assaut général; ses nombreux bataillons s'approchaient de la muraille dans ce dessein; la garnison, qui, au commencement du siège, était de 1,000 hommes, se trouvait réduite à 500 en état de

combattre; la brèche était ouverte partout. Dans cette extrémité le gouverneur et les comtes de Mouscron et de la Motterie jugèrent que toute défense ultérieure était inutile : mais le colonel Gerardini ne voulut pas se conformer à cette résolution; il dit qu'il avait ordre particulier de son général (le baron de Beck) de ne pas rendre la place, et que pour sa part il était résolu à mourir à son poste. Néanmoins, comme cette résolution magnanime ne pouvait sauver la ville, le gouverneur fit battre la chamade. Le prince d'Orange ne voulut accorder, soit en matière de religion, soit en toute autre chose, d'autres conditions que celles que l'archiduc Albert avait lui-même accordées en 1596 aux Hollandais. Ainsi les habitants eurent la douleur de voir leurs églises profanées, et les prêtres et religieux expulsés. La garnison sortit de Hulst le 6 novembre; le comte de Mouscron mourut quelques jours après à Gand. Le prince d'Orange y établit pour gouverneur un comte de Nassau : après quoi il fit prendre à son armée des quartiers d'hiver.

Pendant que les Hollandais entreprenaient le siège de Hulst, les Français firent un mouvement en arrière, dans l'intention de s'emparer de Courtrai. Le commissaire général de la cavalerie, François de Croy, y fut envoyé en diligence avec six compagnies; il avait ordre d'entrer dans la ville, ou de se perdre. Le marquis de Gémines, mestre de camp du régiment français de Navarre, parut bientôt devant Courtrai, suivi de quelques troupes. Il somma les bourgeois et les soldats de se rendre, les menaçant, au nom des maréchaux Gassion et Rantsau, de leur faire couper la tête, s'ils résistaient, leur ville n'étant point place de guerre. Cet officier général s'était présenté à la porte de Gand. Un quart d'heure après, le marquis de la Feuillade vint faire la même sommation à la porte de Tournai. On leur répondit par une décharge de mousqueterie et d'artillerie¹. Les Français mirent en batterie, à la porte de Gand, cinq pièces d'artillerie avec lesquelles ils dirigèrent un feu très-vif contre la ville; la garnison leur riposta. La cavalerie de M. de Croy étant arrivée dans la nuit, les Français se retirèrent, passant la Lys à Harlebeke et rompant les ponts après eux. Le

¹ Le gouverneur de Courtrai était don Antonio Quevedo.

Le bourgmestre Tayart donna en cette occasion des preuves de beaucoup de zèle et d'activité.

commissaire général de Croy envoya à leur poursuite le capitaine Cacquet avec 150 chevaux, qui tomba sur leur arrière-garde, leur fit des prisonniers et leur enleva beaucoup de butin.

L'armée française se sépara : le maréchal Gassion demeura à Menin, et le maréchal Rantsau marcha vers la Bassée. Cette place avait pour gouverneur don Francisco de Hierro : peu auparavant le duc d'Amalfi y avait envoyé quatre compagnies du régiment allemand de Jean de Monroy; il y fit entrer encore 150 soldats espagnols du régiment de don Estebán de Gamarra sous les ordres du capitaine Bartolomé del Rio, trois compagnies wallonnes du régiment du prince de Chimay commandées par le capitaine Haccart, et 100 chevaux commandés par le capitaine don Lope de Oregon.

Le maréchal Rantsau, voyant la place ainsi secourue, alla investir Lens, dont il s'empara presque sans résistance, les bourgeois ayant forcé le gouverneur de capituler. De là il alla mettre à rançon la ville d'Orchies.

Les Français occupant la ville et le château de Cassel, les communications avec Aire et Saint-Omer se trouvaient interceptées. Le baron de Lamboy, qui était toujours dans les lignes entre Dunkerque et Bergues avec les troupes impériales, résolut d'enlever cette ville par un coup de main. Il prit avec lui 500 Impériaux, 300 Espagnols et 150 Allemands et Wallons, avec trois pièces d'artillerie, et, après être entré de vive force dans la ville, il donna l'assaut au château, dont il s'empara en une demi-heure. Il fit prisonnière la garnison, qui était de 400 hommes, et avec elle le gouverneur, le comte d'Arquien, et dix capitaines. Il fit démanteler le château et abattre toutes les fortifications.

Après cet événement, les deux corps d'armée français se réunirent de nouveau entre Armentières et Menin; mais ils ne firent aucune nouvelle tentative, et prirent leurs quartiers d'hiver. Le corps du maréchal Rantsau rentra en France; le maréchal Gassion fut chargé de la garde des places qu'ils avaient conquises sur la Lys, et il distribua ses forces en conséquence. Les troupes du Roi entrèrent aussi en quartier d'hiver.

L'hiver fut très-rigoureux, et cette circonstance, jointe à la présence d'un corps de troupes françaises assez considérable, empêcha les généraux du Roi de rien entreprendre sur la Lys.

Une des pertes les plus sensibles de la campagne était celle de Mardyck : l'occupation de cette place par les Français compromettait Dunkerque.